

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE GARDIENNAGE

Procédure prévue à l'article R.2123-1 3°) du code de la commande publique

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS DE REPONSE :
02 JUIN 2026 A 12H00**

SOMMAIRE

I. - COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	3
II. - PRESENTATION DE LA PROCEDURE	3
II.1. - Procédure de passation et objet de la consultation	3
II.2. - Forme, durée et quantités.....	3
III. - SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENTS	4
III.1. - Sous-traitance	4
III.2 - Groupements d'opérateurs économiques	4
IV. - DOSSIER DE REPONSE, VARIANTES ET DUREE DE VALIDITE	5
IV.1. - Contenu du dossier de réponse.....	5
IV.2. - Précisions terminales, variantes et durée de validité	7
V. - MODALITES DE TRANSMISSION DU DOSSIER DE REPONSE.....	7
V.1. – Obligation de transmission par voie dématérialisée.....	7
V.2 - Copie de sauvegarde.....	9
V.3. - Date et heure limites de réception du dossier de réponse	9
VI. - MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
VI.1. - Admission des candidatures.....	10
VI.2 - Sélection et négociation des offres	11
VI.2.2 - Négociations des offres	12
VI.3 - Documents à produire avant notification du marché	12
VI.3.1 - Justificatifs et moyens de preuve	14
VI.3.2 - Documents contractuels signés.....	14
VI.3.3 - Modalités de transmission	15
VII. - DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15

I. - COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation (DCE) est composé des pièces suivantes :

- le présent Règlement ;
- le Contrat ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et ses annexes ;
- le Cadre de réponse portant Proposition technique du candidat ;
- le Bordereau des prix ;
- le Détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- la Charte des achats responsables ;
- le Document de candidature ;
- la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

II. - PRESENTATION DE LA PROCEDURE

II.1. - Procédure de passation et objet de la consultation

Passée conformément à la procédure adaptée prévue aux articles L.2123-1 et R.2123-1 3°) du code de la commande publique, selon des modalités librement définies par le pouvoir adjudicateur, la consultation vise à la conclusion d'un marché ayant pour objet l'achat par France Travail Ile-de-France de prestations de gardiennage des locaux. Ces prestations sont décrites au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Code CPV : 79713000 – Services de gardiennage

Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, France Travail décide de ne pas allouer la présente consultation compte tenu du risque de rendre techniquement difficile l'exécution du présent marché. La volumétrie recensée sur la région mais également la nécessité d'assurer une continuité de service et une coordination opérationnelle optimale des prestations ne permettent pas un allotissement.

France Travail doit ainsi pouvoir bénéficier d'une responsabilité centralisée à travers un interlocuteur unique. Ce dernier est garant de la gestion et du pilotage sur toute la durée du marché.

Le Titulaire du marché porte la coordination des actions de l'ensemble des membres du groupement.

II.2. - Forme, durée et quantités

Le marché à conclure dans le cadre de la consultation prend la forme d'un accord- cadre exécuté par émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il est conclu avec un seul Titulaire et avec un montant maximum de **4 320 000 € HT pour la durée totale du marché**, reconductions comprises.

Sous réserve des dispositions de l'article VIII du Contrat, le marché est à conclure à compter de sa date de notification pour une durée ferme de deux (2) ans, reconductible expressément deux (2) fois pour une période d'un (1) an pour chaque reconduction, soit une durée maximale ne pouvant excéder quatre (4) ans.

Le Titulaire est engagé à hauteur du montant maximum.

III. - SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENTS

III.1. - Sous-traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations objet du marché à conclure dans le cadre de la consultation sous réserve de se conformer aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les prestations objet du marché ne peuvent en aucun cas être sous-traitées dans leur totalité. En application de ces dispositions, un candidat **n'est notamment pas recevable à présenter une offre dans laquelle la sous-traitance de l'ensemble de la mise en œuvre** des prestations objet du marché est proposée, le candidat assurant uniquement en propre la gestion et la coordination de ces prestations.

Dans le cas où ils entendent justifier de leur capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché auquel ils candidatent par celles d'un ou plusieurs sous-traitants, les candidats présentent leur dossier de candidature dans les conditions définies à l'article IV.1 du présent Règlement de la Consultation. Dans le cas où, à la remise de l'offre, ils envisagent de sous-traiter des prestations objet du marché, les candidats présentent leur dossier de réponse dans les conditions définies à l'article IV.1 du présent Règlement de la Consultation.

III.2 - Groupements d'opérateurs économiques

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, dans les conditions fixées aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être attribuées au titre du marché. Les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Le mandataire du groupement, désigné au Contrat parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Pour le marché objet de la consultation, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans l'exécution de ses obligations contractuelles à l'égard de France Travail.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que, dans le cadre de la consultation, un même opérateur économique n'est pas autorisé à candidater en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel.

Sans préjudice des dispositions du premier alinéa de l'article VI.1 du présent Règlement et conformément à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché auquel le groupement est candidat qu'en cas d'opération de restructuration de société ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à France Travail l'autorisation de continuer à participer à la procédure en proposant le cas échéant à son acceptation un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou en justifiant de ses capacités par un ou plusieurs nouveaux opérateurs économiques ne prenant pas part à l'exécution des prestations, en produisant les éléments mentionnés à l'article IV-1 1^o) du présent Règlement. France Travail se prononce sur cette demande après examen de la capacité économique et financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation et nouveaux opérateurs économiques par lesquels il justifie de ses capacités.

La composition du groupement peut également être modifiée à sa demande ou un candidat individuel autorisé à se constituer en groupement dans les conditions prévues au 2nd alinéa de l'article R.2142-26 et au 2nd alinéa de l'article R.2142-3 du code de la commande publique.

IV. - DOSSIER DE REPONSE, VARIANTES ET DUREE DE VALIDITE

IV.1. - Contenu du dossier de réponse

Le complet dossier de réponse, obligatoirement rédigé en langue française, comprend l'ensemble des pièces ci-après énumérées :

- 1^o) le **Document de candidature**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, le Document de candidature est produit par le mandataire et par chacun des autres membres du groupement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ont la possibilité de justifier de leur capacité à exécuter le marché auquel il est candidaté par celles d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux et ces autres opérateurs, y compris la sous-traitance ou l'appartenance à un groupe. Dans le

cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités ne prennent pas part à l'exécution des prestations, l'annexe au Document de candidature est de plus produite par chacun de ces autres opérateurs économiques. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités prennent part à l'exécution des prestations, il s'agit alors de sous-traitants. Les informations relatives à ce ou ces sous-traitants sont produites dans la Demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement mentionnée au 6°). Dans tous les cas, le candidat rapporte en outre la preuve qu'il dispose de la capacité de chacun de ces autres opérateurs économiques pour l'exécution du marché auquel il est candidaté, ce par tout moyen, par exemple un engagement écrit de chacun de ces autres opérateurs économiques.

Les candidats joignent au Document de candidature tout agrément et certificat nécessaire à l'exercice de l'activité considérée, notamment l'agrément du dirigeant et l'autorisation d'exercer de l'entreprise. Le candidat devra être en mesure de justifier qu'il dispose des autorisations administratives requises en cours de validité pour exercer une activité de sécurité privée, notamment celle délivrées par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS). En l'absence de cette autorisation, l'offre sera irrecevable.

2°) le **Contrat**, dûment complété aux rubriques 1.1 à 1.3 de ses Dispositions particulières et auquel est joint un relevé BIC IBAN correspondant au compte bancaire ou postal dont les coordonnées sont indiquées à la rubrique 1.3 de ces dispositions particulières.

3°) la **Proposition technique** du candidat, établie conformément au cadre de réponse joint au dossier de la consultation. Il est recommandé aux candidats de compléter directement le cadre de réponse présent dans la consultation. S'ils souhaitent néanmoins établir leurs propres supports de réponse, les candidats fournissent l'ensemble des informations sollicitées dans le cadre de réponse joint au dossier de consultation. Aucun renvoi à un document annexe ne sera pris en compte pour l'analyse de l'offre présentée.

Toutes les rubriques du cadre de réponse doivent être renseignées par le candidat, selon les indications données. Le candidat n'a pas à produire d'autres documents que ceux étant expressément sollicités dans le cadre de réponse ou le règlement de la consultation. Néanmoins, il est bien précisé au candidat que les éléments de réponse présenté dans le cadre de réponse peuvent être complétés de toute information que le candidat estime pertinente (annexe).

4°) un **Bordereau des prix, établi conformément au document joint au dossier de la consultation**. Les prix prennent la forme définie au Bordereau des prix et sont établis conformément aux dispositions de l'article VI.1 du Contrat.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur offre, ils ne sont pas autorisés à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionnés au Bordereau de prix et à cet article.

5°) le **Détail quantitatif estimatif (DQE)**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation et dans lequel les quantités indiquées ne peuvent être modifiées. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que le Détail quantitatif estimatif (DQE) est uniquement destiné à la comparaison financière des offres ; il n'a pas vocation à constituer une pièce du marché et les quantités qui y sont indiquées n'engagent en aucune manière France Travail.

- 6°) dans le cas où, à la remise du dossier de réponse, le candidat envisage de sous-traiter une part des prestations objet du marché public auquel il est candidaté, pour chaque sous-traitant, une **Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement**, établie conformément au document joint au dossier de la consultation, datée et signée par les personnes ayant compétence à cet effet.

Les pièces énumérées au présent article n'ont pas à être signées lors de la transmission du dossier de réponse. **Seul l'attributaire pressenti du marché est tenu de signer**, préalablement à l'attribution du marché, certaines de ces pièces dans les conditions fixées à l'article VI.3 du présent Règlement.

IV.2. - Précisions terminales, variantes et durée de validité

Dans tous les cas où il est exigé à l'article IV.1 du présent Règlement l'établissement d'une pièce constitutive du dossier de réponse conformément à un document joint au dossier de la consultation, il est recommandé de compléter directement les cadres de réponse joints au dossier de la consultation. S'ils souhaitent néanmoins établir leurs propres supports de réponse (y compris le document unique de marché européen mentionné à l'article R.2143-4 du code de la commande publique), les candidats fournissent l'ensemble des informations sollicitées dans les cadres de réponse joints au dossier de la consultation.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-4 du même code, une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

La durée de validité de la Proposition technique et des prix est de quatre (4) mois à compter de la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement.

Le coût de réalisation de l'offre ne peut en aucun cas être facturé. L'absence de notification du marché n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé qu'en cas de négociation de l'offre, la durée de validité de l'offre est de quatre (4) mois, à compter de la réception par France Travail de la nouvelle offre après négociation.

V. - MODALITES DE TRANSMISSION DU DOSSIER DE REPONSE

V.1. - Obligation de transmission par voie dématérialisée

Les candidats transmettent leur complet dossier de réponse par voie électronique *via* le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ils ne sont **pas autorisés à remettre leur dossier de réponse sous forme papier**.

Dans ce cadre, l'attention des candidats est attirée sur les avertissements et recommandations techniques suivants :





- **Programme malveillant** : France Travail n'assure pas la réparation des dossiers de réponse contenant un programme malveillant. Il est par suite recommandé aux candidats de vérifier leurs fichiers avec un antivirus performant et à jour. La simple suspicion de la présence d'un virus entraîne le rejet du dossier de réponse.
- **Format des fichiers** : les fichiers au format .exe ou .bat ne sont pas autorisés. Il est par ailleurs recommandé de ne pas utiliser certains outils, notamment les macros. Enfin, il est inutile de compresser les fichiers avant de les télécharger sur le profil d'acheteur.
- **Nom des fichiers** : afin d'éviter tout blocage lors du téléchargement des fichiers sur le profil d'acheteur, il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : °, /, *, et de privilégier les caractères alphanumériques.

Dans une volonté de faciliter le traitement des informations, **il est demandé aux candidats de respecter scrupuleusement, le « nommage » des fichiers de la façon suivante :**

Le nom de la société suivi de la désignation de la pièce. La désignation de la pièce sera précédée du tiret 8. Les fichiers sont au minimum :

- Le Contrat ;
- Document de candidature ;
- Bordereau des prix unitaires ;
- Détail quantitatif estimatif ;
- Cadre de réponse ;
- Délégations de pouvoir (ou de signature) d'une personne ayant compétence à engager juridiquement l'entreprise ;
- Demande d'acceptation de sous-traitant ;
- Kbis ;
- RIB.

Exemple :

-  Dupont_Contrat ;
-  Dupont_BPU
-  Dupont_Pouvoir ;
-  Dupont_Kbis ;

- **Lisibilité** : dans l'hypothèse où les candidats prévoient de scanner des documents, ils doivent s'assurer d'une définition suffisante garantissant leur lisibilité.
- **Délai de transmission** : le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du dossier de réponse, engendrant un risque de réception après la date et l'heure limites de réception mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier de réponse complet génère l'accusé de réception valant attestation de dépôt.

V.2 - Copie de sauvegarde

Les candidats ont également la faculté, à titre de copie de sauvegarde, de transmettre un exemplaire de leur complet dossier de réponse par voie électronique ou sur support physique qui peut être électronique (clé USB) ou papier.

Les avertissements et recommandations techniques mentionnées à l'article V.1 du présent Règlement sont applicables aux copies de sauvegarde remises par voie électronique ou sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde, transmise par voie électronique, peut être envoyée par une lettre recommandée électronique à achatsmarches.75980@francetravail.fr. Doit alors être utilisé l'un des services d'envoi recommandé électronique qualifié par l'ANSII (<https://www.ssi.gouv.fr/uploads/liste-produits-et-services-qualifies.pdf> pages 20 et 21) ou par l'Europe (<https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/search/type/1>). Elle peut également être remise *via* tout service permettant l'envoi de fichiers respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde transmise sur support physique doit l'être sous enveloppe cachetée sur laquelle sont portées les mentions « **Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde** », « **2602-DRIDF-03 - Marché de services de gardiennage** », ainsi que le nom du candidat. Elle peut être soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou tout moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de leur réception et de garantir leur confidentialité), soit remise en mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, à l'adresse suivante : **France Travail – Direction Régionale Ile-de-France – Direction de la Performance Financière – Service Achats Marchés et Approvisionnements – Pôle Section 4 – 15 rue Henri Rol Tanguy – 93100 Montreuil.**

Dans tous les cas, la copie de sauvegarde doit être reçue par France Travail au plus tard à la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement. Sous cette réserve, elle est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de réponse transmis ou lorsqu'il est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à la condition que sa transmission ait commencée avant la date et l'heure limites de réception des dossiers de réponse.

V.3. - Date et heure limites de réception du dossier de réponse

La date et l'heure limites de réception des dossiers de réponse est fixée au **02 JUIN 2026 à 12h00**, y compris s'agissant de la copie de sauvegarde.

La date et l'heure indiquées par le profil d'acheteur font seules foi en cas de contestation. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que le fuseau horaire auquel est rattaché le profil d'acheteur est le suivant : GMT + 1 heure, Central Europe Time, Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris, Rome. Tout retard entraîne le rejet du dossier de réponse, sauf si une copie de

sauvegarde est par ailleurs parvenue dans les conditions fixées à l'article V.2 du présent Règlement.

Comme rappelé dans l'article V du Règlement de la consultation, le caractère volumineux des fichiers peut entraîner un délai de transmission important. Le candidat doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'anticiper la durée de chargement de ces fichiers. De ce fait, le pli sera considéré comme « hors délai », et donc irrecevable, si le téléchargement complet se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

VI. - MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

VI.1. - Admission des candidatures

Sur la base du ou des Documents de candidature produits dans les conditions fixées à l'article IV-1 1°) du présent Règlement, France Travail vérifie que les candidats ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner. Dans le cas où un sous-traitant par lequel le candidat justifie de sa capacité à exécuter le marché auquel il candidate ou un membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat entre dans un cas d'interdiction de soumissionner, France Travail exige son remplacement par un opérateur économique ne faisant pas l'objet d'un motif d'exclusion. A peine de rejet de la candidature, le candidat transmet, dans un délai maximum de 10 jours calendaires à compter de la réception de la demande, la Demande d'acceptation du nouveau sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ou l'annexe au Document de candidature mentionné à l'article IV.1 1°) du présent Règlement établie par le membre du groupement proposé en remplacement. Est joint un nouveau Document de candidature établi par le mandataire du groupement, modifié en sa rubrique G pour tenir compte de la nouvelle composition du groupement.

Sur la base de ce ou ces mêmes documents, France Travail s'assure en outre de la capacité économique et financière, technique et professionnelle des candidats à exécuter le marché auquel ils candidatent.

Dans ce cadre, France Travail accorde une attention particulière au chiffre d'affaires du candidat : ne sont pas admises les candidatures des candidats dont le chiffre d'affaires annuel global moyen sur les trois derniers exercices disponibles communiqués est strictement inférieur à :

1 620 000 € H.T.

ou, dans le cas où le candidat est de création récente, dont les documents produits n'attestent pas d'une capacité économique et financière supérieure ou égale à ce niveau minimum de capacité. France Travail s'assure également que les candidats disposent de l'agrément du dirigeant et de l'autorisation d'exercer, justifiant de leur capacité technique et professionnelle à exécuter le marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la capacité à exécuter le marché auquel il est candidaté est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose du niveau minimum de capacité

économique et financière défini au présent article. Chacun des membres réalisant les prestations doit en revanche justifier des agréments nécessaires.

VI.2 - Sélection et négociation des offres

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses sont rejetées dans les conditions fixées aux articles R.2152-1 à R.2152-6 du code de la commande publique.

Les marchés à conclure dans le cadre de la consultation est attribué, le cas échéant après conduite des négociations dans les conditions prévues à l'article VI.2.2 du présent Règlement et sous réserve de la recevabilité de l'offre, au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, jugée telle sur la base des critères pondérés d'attribution ci-après énumérés :

- **55%** pour la valeur technique appréciée sur la base de :
 - **11%** pour la compréhension du contexte et les modalités pilotage de la prestation, appréciées sur la base de :
 - 5% pour la compréhension du contexte, des objectifs, des enjeux et des attendus de la prestation ;
 - 6% pour les modalités de pilotage de l'exécution du marché (gouvernance, comitologie, reporting) ;
 - **15%** pour les moyens humains et matériels mis en place pour l'exécution du marché, appréciés sur la base de :
 - 7% pour les moyens humains
 - 5% pour les moyens techniques et logistiques
 - 3% pour les outils de suivi
 - **29%** pour les procédures garantissant la qualité de l'exécution des prestations
 - 6% pour le processus de contrôle interne au regard de la réglementation en vigueur
 - 5% pour le processus d'amélioration en cas de dysfonctionnement
 - 5% pour les procédures de contrôle de l'application des consignes
 - 3% pour l'organisation permettant de garantir la continuité du service et la prise en compte des aléas ;
 - 5% pour l'organisation de l'équipe administrative dédiée à la planification et à la gestion des prestations ;
 - 5% pour les indicateurs de performance ;
- **40%** pour le prix, apprécié sur la base du Détail quantitatif estimatif (DQE)
- **5%** pour la prise en compte du développement durable, appréciée sur la base de :
 - 3% pour l'utilisation de véhicules dont la consommation de carburant est la plus faible
 - 1% pour l'utilisation d'ordinateurs de moindre impact environnemental
 - 1% pour la formation des agents aux pratiques écoresponsables.

Sans préjudice des dispositions de l'article IV.2 du présent Règlement, chaque sous-critère pondéré de jugement des offres est apprécié sur la base des éléments fournis par le candidat

dans la fiche ou rubrique correspondante du cadre de réponse joint au dossier de la consultation.

VI.2.2 - Négociations des offres

France Travail engage des négociations avec l'ensemble des candidats ayant présenté une offre, à l'exception des candidats dont l'offre est inappropriée ou anormalement basse. Les négociations portent sur la Proposition technique et/ou sur le prix. Les candidats reconnaissent être informés que France Travail se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans négociations.

A la suite des négociations, le candidat remet son offre finale selon les modalités précisées par France Travail.

Si un des candidats invité à la négociation, ne se présente pas au rendez-vous, l'offre retenue pour l'analyse financière finale sera son offre initiale.

VI.3 - Documents à produire avant notification du marché

Préalablement à toute notification, le candidat auquel France Travail envisage d'attribuer un marché est tenu de produire les pièces suivantes :

- La copie des pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail. Pour information, ces pièces sont à produire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour les candidats établis en France, il s'agit de la copie d'une part des certificats fiscaux liasse 3666 (attestation de régularité fiscale) dont la situation fiscale du candidat impose la production, d'autre part de l'attestation ou des attestations de vigilance de URSSAF (Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales), et/ou des certificats sociaux dont la situation sociale du candidat impose la production (caisse générale, mutualité sociale agricole, caisse maladie obligatoire, caisse vieillesse obligatoire, caisse congés payés).

Pour les candidats établis dans un autre Etat que la France, il s'agit d'une copie des attestations et certificats délivrés par les autorités compétentes de l'Etat considéré, accompagnée de leur traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Dans le cas où de tels attestations ou certificats ne sont pas délivrés dans l'Etat considéré, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle du candidat devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'Etat considéré.

ENTREPRISES NATIONALES

Documents à remettre	Organismes les délivrant
-----------------------------	---------------------------------

Certificat attestant le paiement de l'impôt sur le revenu	Comptable du Trésor
Certificat attestant le paiement de l'impôt sur les sociétés	
Certificat attestant le paiement de la TVA	Comptable des impôts
Certificat attestant les déclarations de résultats et de TVA	Comptable des impôts
Certificat attestant le paiement des cotisations sociales de sécurité sociale et d'allocations familiales du régime général	URSSAF Caisses générales de sécurité sociale
Certificat attestant le paiement des cotisations sociales personnelles d'allocations familiales des non-salariés non agricoles	URSSAF Caisses générales de sécurité sociale
Certificat attestant le paiement des cotisations sociales obligatoires d'assurance maladie et maternité des actifs	Caisse mutuelle régionale de sécurité sociale
Certificat attestant le paiement des cotisations sociales du régime obligatoire assurance vieillesse / invalidité / décès des non-salariés	Organismes de base compétents des professions artisanales, libérales, industrielles et commerciales, agricoles
Certificat attestant le paiement des cotisations sociales de congés payés et de chômage intempéries	Caisse de congés payés compétente
Certificat attestant le paiement des contributions et cotisations France Travail	France Travail

ENTREPRISES DE L'UNION EUROPEENNE

Documents à remettre	Organismes les délivrant
Certificat attestant le paiement des impôts, taxes et cotisations sociales	Administrations et organismes du pays dont elles dépendent

ENTREPRISE DE PAYS TIERS

Documents à remettre	Organismes les délivrant
-----------------------------	---------------------------------

Certificat attestant le paiement des impôts, taxes et cotisations sociales

Administrations et organismes du pays dont elles dépendent

VI.3.1 - Justificatifs et moyens de preuve

Préalablement à toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché est tenu de prouver qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, en produisant les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, ainsi que le Document de candidature, daté et signé par une personne ayant compétence à cet effet. Le cas échéant, celles de ces pièces rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les pièces que France Travail peut directement obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou par le biais d'un espace de stockage numérique, s'il fournit dans le Document de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et si son accès est gratuit.

VI.3.2 - Documents contractuels signés

Préalablement à toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché est également tenu de produire un exemplaire du Contrat, un exemplaire de la Charte Achats Responsables de France Travail et, le cas échéant de la ou les Demandes d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, datés, paraphés et signés par la ou les personnes ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, et dans le cas où le mandataire est habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le seul mandataire. Dans le cas où le mandataire n'est pas habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement.

En cas de sous-traitance, lorsque le sous-traitant est proposé par un membre d'un groupement d'opérateurs économiques constitué en application articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique et quel que soit le membre du groupement proposant le sous-traitant, la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est signée par le sous-traitant et par le mandataire du groupement si celui-ci est habilité par les autres membres à les représenter dans le cadre de la procédure de passation. Cette demande est signée par le sous-traitant, le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à les représenter dans le cadre de la procédure de passation.

Ces pièces peuvent être signées électroniquement au moyen d'un certificat électronique en cours de validité.

Le certificat de signature doit être :

- soit un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement (UE) n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur ;
- soit un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, répondant aux exigences de l'annexe I du même règlement.

Les formats de signature XAdES, PAdES et CAdES sont les seuls acceptés.

Un outil de création de signature est disponible sur le profil d'acheteur.

Sauf s'ils utilisent un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et l'outil de création de signature proposé par le profil d'acheteur, les candidats joignent le mode d'emploi permettant de vérifier la validité de la signature.

VI.3.3 - Modalités de transmission

Les pièces mentionnées aux articles VI.3.1 et VI.3.2 du présent Règlement sont transmises *via* le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La date limite de réception de ces pièces est le cinquième jour ouvré à 12h00 à compter du lendemain de la date de réception de la demande *via* le profil d'acheteur.

VII. - DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires sont adressées *via* le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> .

La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au **22 MAI 2026 à 12h00**, la date de réception faisant foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.